



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

LOI N° 2014-004
PORTANT LOI DE
REGLEMENT
2007

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana – Tanindrazana – Fandrosoana

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

PROJET DE LOI

Portant Loi de Règlement pour 2007

NOTE DE PRESENTATION

Monsieur Le Président de la Republique,
Monsieur Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,
Monsieur Le Ministre d'Etat,
Mesdames et Messieurs Les Ministres,
Monsieur Le Secrétaire d'Etat,

Le Budget annuel de l'Etat et les Comptes qui lui sont rattachés, doivent, en application de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004 sur les Lois de Finances, faire l'objet d'un compte-rendu d'exécution, qui prend la forme d'une loi intitulée « Loi de Règlement ».

Il convient de noter que le dépôt de la Loi de Règlement accuse un certain retard dans la mesure où la situation de crise générale en 2009 provoquant la suspension des Institutions législatives a plus ou moins paralysé le processus d'établissement de celle-ci ainsi que l'apparition des problèmes d'ordre technique.

Aussi, conformément aux prescriptions de la Loi Organique précitée d'une part, et à la Politique Générale de l'Etat se basant sur la transparence et la bonne gouvernance d'autre part, vous est-il communiqué ci-joint le Projet de Loi de Règlement pour 2007 qui:

- constate le montant définitif des recettes réalisées et des dépenses ordonnancées au cours de cet exercice,
- prévoit l'approbation des exécutions des opérations d'investissement bénéficiant d'un financement affecté,
- établit le compte des résultats de la gestion 2007, et autorise l'imputation de ces résultats au « Compte Permanent des Résultats du Trésor ».

Tel est Monsieur Le Président, Monsieur Le Premier Ministre, Monsieur Le Ministre d'Etat, Mesdames et Messieurs Les Ministres, Monsieur Le Secrétaire d'Etat, l'objet du présent projet de Loi que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

LE MINISTRE DES FINANCES ET DU BUDGET



Jean RAZAFINDRAVONONA

SOMMAIRE	1
LISTE DES ABREVIATIONS	2
I. EXPOSE DES MOTIFS	3
A. SITUATION ECONOMIQUE	4
<i>Production :</i>	4
Tableau 1 : Indicateurs économiques et financiers.....	4
Tableau 2 : Taux de croissance par branche d'activités (Comptes nationaux)	5
<i>Inflation :</i>	5
<i>Secteur extérieur :</i>	6
<i>Finances publiques :</i>	6
<i>Réalisation des secteurs (Résultats et Performances) :</i>	7
B. SITUATION BUDGETAIRE - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU BUDGET 2007	10
Les Points faibles.....	10
Les Points forts	11
Les dépassements	11
II. ANALYSE DES PREVISIONS, EXECUTION ET RESULTATS DE L'EXERCICE 2007	12
A- ETUDES DES RESULTATS DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2007	12
Tableau 3 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2007	13
Tableau 4 : Exécution du Budget Général par Ministère et Institution	17
Tableau 5 : Exécution du Budget Général par programme	18
Tableau 6 : Réalisations du Budget Général par secteur.....	19
Graphe 1 : Réalisations du Budget Général par secteur.....	19
Tableau 7 : Récapitulation de l'exécution du Budget Général	20
Graphe 2 : Opérations d'Investissement et de Fonctionnement.....	20
Tableau 8: Exécution du Budget Général par types de financements	21
Graphe 3: Diagramme en bâton sur l'exécution par type de financement.....	21
Tableau 9 : Recettes du Budget Général (En Ariary)	22
Graphe 4 : Recettes du Budget Général de l'Etat.....	23
Tableau 10: Résultats généraux de l'exécution des Budgets Annexes 2007	24
Graphe 5 : Résultats généraux de l'exécution des Budgets Annexes.....	24
Tableau 11 : Récapitulation des Budgets Annexes (en Ariary).....	25
Tableau 12: Recettes et Dépenses des Comptes Particuliers du Trésor	26
Tableau 13 : Recettes et Dépenses des opérations sur les Fonds de Contre-Valeur.....	26
Tableau 14 : Recettes et Dépenses des opérations en capital de la dette publique	27
Tableau 15 : Récapitulation globale de l'exécution de la Loi de Finances 2007	28
B. ELEMENTS D'APPRECIATION DU BUDGET 2007	29
Tableau 16 : Evolution des Recettes, Dépenses définitives, et les soldes de la Loi de Règlement.....	30
Graphe 6 : Courbes montrant les résultats de l'exécution de la Loi de Finances des cinq dernières années.....	30
Graphe 7 : Analyse par nature des charges du Budget Général de l'Etat	32
Graphe 8 : Analyse par catégorie des charges du Budget Général de l'Etat	33
III. LOI DE REGLEMENT	34
Analyse des articles	34
<i>Loi portant Loi de Règlement 2007</i>	<i>34</i>

LISTE DES ABREVIATIONS

ACORDS	Appui aux Communes et Organisations Rurales pour le Développement du Sud
ADEMA	Aéroport de Madagascar
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés Publics
APL 3	Adjustment Program Loan 3
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCSE	Bordereau de Crédit Sans Emploi
CAC	Centres d'Appui aux Communes
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CNAPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNS	Conseil National de Secours
DTI	Droits et Taxes à l'Importation
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
GAC	Gestionnaire d'Activité
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IPTE	Initiative pour les Pays Pauvres Très Endettés
JIRAMA	Jiro sy Rano Malagasy
LOLF	Loi Organique sur les Lois de Finances
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAP	Madagascar Action Plan
MCA	Millennium Challenge Account
MENRS	Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique
MFB	Ministère des Finances et du Budget
MICDSP	Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement du secteur Privé
MINJUS	Ministère de la Justice
NTIC	Nouvelle Technologie de l'Information et de la Communication
OPEP	Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
ORDSEC	Ordonnateur Secondaire
ORT	Office Régional du Tourisme
PIC	Pôle Intégré de Croissance
PRISMM	Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur Minier de Madagascar
PRMP	Personne Responsable des Marchés Publics
PROJER	Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux
PTA	Plan de Travail Annuel
QMM	Qit Madagascar Minéraux
SIGFP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SOA	Service Opérationnel d'Activité
ZFI	Zones Franches Industrielles



LOI N° 2014-004

Portant loi de règlement 2007

I. EXPOSE DES MOTIFS

L'Année 2007 consacre la première année de mise en œuvre du Madagascar Action Plan (MAP). Ce plan stratégique constitue le Cadre de référence du Budget couvrant la période 2007-2011. Il prévoit un cadrage macroéconomique et fiscal ambitieux afin d'atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et de développement du pays qui sert de référence à la programmation budgétaire.

La Loi de Finances pour l'année 2007 traduit la détermination de l'Etat malgache à assurer la bonne gouvernance attendue et l'économie à forte croissance. Les efforts entrepris ont été portés sur la relance de l'offre globale qui vise la réalisation d'investissements plus consistants pour une augmentation de la production. Suite aux mesures adoptées pour un meilleur climat des affaires, les Investissements Directs Etrangers ont afflué, et la production de tous les secteurs économiques a aussi de son côté largement augmenté.

Parmi les mesures adoptées et les nouvelles stratégies figurent :

- L'appropriation progressive des dispositions de la Loi Organique sur les Lois de Finances (LOLF) avec la mise en œuvre récente des textes d'application du nouveau Code des Marchés Publics ;
- La budgétisation des activités prioritaires du MAP qui constitue l'objet principal de la programmation budgétaire. Elle se matérialise par la mise en œuvre du budget programme depuis 2005 et l'élaboration d'un Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) couvrant la période allant de 2007 à 2011 ;
- La mise en œuvre du programme de redressement de la société nationale JIRAMA ;
- Le développement des secteurs porteurs appuyé par les projets tels que le Millenium Challenge Account (MCA), le Pôle Intégré de Croissance (PIC) et l'Appui aux Communes et Organisations Rurales pour le Développement du Sud (ACORDS) ;
- La création d'un environnement favorable pour le secteur minier ;
- L'encouragement de la production et l'utilisation des énergies renouvelables ;
- La promotion des branches liées au tourisme, aux transports (à savoir l'ouverture des routes, les transports de marchandises et de voyageurs, et les auxiliaires de transport) et au commerce ;
- L'amélioration et la simplification du système fiscal par paiement des impôts via le virement bancaire.

Le grand défi de la Loi de Finances 2007 est de jouer pleinement son rôle de moyen dans la mise en œuvre de ces stratégies et de réaliser les différents objectifs fixés.

Ainsi, si la croissance initialement prévue en 2007 était de 6,3% (3,1% pour le secteur primaire, 5,9% pour le secteur secondaire, et 6,9% pour le secteur tertiaire). Une croissance économique de 6,2% est soutenue en 2007 et l'effet de l'expansion des investissements privés est estimé à 19,4% du PIB contre 14,1% en 2006.

A. SITUATION ECONOMIQUE

(Source Rapport Economique et Financier 2007)

Production :

Les activités économiques ont réalisé dans l'ensemble de bonnes performances au cours de l'année 2007 malgré les problèmes d'approvisionnement en électricité durant les premiers mois de l'année.

Pour le secteur primaire, la production rizicole a enregistré une croissance de 10,0%, grâce à une bonne pluviométrie et les mesures entreprises dans ce domaine (réhabilitation des infrastructures rizicole, le renforcement de capacité des organisations paysannes). Les cultures de rente ont également augmenté. La branche élevage a faiblement évolué, à hauteur de 1,5%. Dans le domaine de la pêche, les redevances halieutiques ont accru. Pour la foresterie, les productions floristiques et faunistiques ont été performantes.

En ce qui concerne le secteur secondaire, les industries alimentaires et franches, favorisées par un accroissement des investissements privés, ont enregistré de bons résultats. Il en est de même des industries manufacturières qui ont marqué une croissance de l'ordre de 9,8%. Par contre, les redevances minières ont diminué. Les investissements de la branche télécommunication ont crû de 145,2% passant de 131,3 milliards d'Ariary en 2006 à 322 milliards d'Ariary en 2007.

Au niveau du secteur tertiaire, 344 348 touristes étrangers ont été enregistré, soit une augmentation de 10,5% en 2007. Ce flux touristique a généré des recettes en devises estimées à 210,3 millions de DTS. On a observé la même tendance dans la branche assurance car les résultats pour l'exercice 2007 sont satisfaisants aussi bien en termes de production que de recouvrement. Leur marge annuelle passe de 10,6% en 2005/2006 à 14,2% en 2006/2007.

Tableau 1 : Indicateurs économiques et financiers

Indicateurs économiques et financiers	Réalisations 2007
Comptes nationaux prix	(En %)
Croissance du PIB au prix courant	26
Croissance du PIB au prix constant	6,2
Déflateur du PIB	9,7
Indice des Prix à la Consommation	
Moyenne de l'année	10,3
Fin de période	8,2
Secteur extérieur (en termes de DTS)	
Exportations, f.o.b.	20,6
Importations, c.a.f.	40,5

Source : Madagascar, Indicateurs Economiques et Financiers

Suite à ces différents facteurs, la croissance économique en 2007 (6,2%) est plus soutenue par rapport à celle de 2006 (5%).

Tableau 2 : Taux de croissance par branche d'activités (Comptes nationaux)

Taux de croissance par branche d'activités	Réalisation 2007 (en %)
Secteur Primaire	2,2
Agriculture	2,9
Elevage et pêche	1,7
Sylviculture	1,0
Secteur secondaire	9,8
Aliments et boissons	16,9
Zone Franche Industrielle (ZFI)	28,6
Energie	5,6
Industrie Extractive	-7,2
Autres	5,0
Secteur Tertiaire	7,8
Transports de marchandises	7,8
Transports de voyageurs	8,1
Commerce	4,5
Services	7,9
Administration	3,0
Travaux publics, constructions	21,8
Consommation	2,0
Gouvernement	24,8
Privée	-1,6
Investissement brut	31,6
Gouvernement	-7,1
Privés	63,8
Epargne intérieure brute	-21,3
PIB nominal (au prix du marché)	6,2

Source : Madagascar, Indicateurs Economiques et Financiers

Inflation :

Malgré la hausse des prix des produits (pétrole, riz ...) sur le marché international qui a influé considérablement sur le niveau général des prix à Madagascar, la mise en œuvre par les autorités d'une politique monétaire prudente et d'une politique budgétaire austère a permis de maîtriser et de juguler l'inflation. Ainsi, en glissement annuel, on a enregistré une inflation de l'ordre de 8,2%, pour une prévision de 8,4%. L'inflation moyenne pour cette année est de 10,3% laquelle résulte de la décélération des prix des produits non alimentaires.

Secteur extérieur :

L'année 2007 a été marquée par une augmentation importante des exportations en volume (24,4%). Cette performance est attribuée à trois produits qui ont contribué à hauteur de 68,0% au total des recettes d'exportations : 14,2% pour la vanille, 2,9% pour le girofle et 50,9% pour les produits de la zone franche (essentiellement des produits textiles). En effet, la bonne tenue de la demande internationale, notamment celle en provenance de l'Asie pour le girofle (13,6 milliers de tonnes en 2007 contre 10,5 milliers de tonnes en 2006) a conduit à l'augmentation des volumes d'exportations estimés respectivement à 82,4%, à 29,5% et à 23,9%.

Par contre, le volume des exportations de chrome et de bois a baissé. Pour le chrome, la situation s'explique à la détérioration de la voie de desserte suite aux cyclones. Quant au bois, cette baisse résulte de la restructuration de la filière et le gel de la délivrance de permis d'exploitation forestière.

Les prix à l'exportation exprimés en monnaie étrangère ont diminué en moyenne de 3,0% à cause du fléchissement des prix de la vanille (37,6%) et des crevettes (1,8%). Par contre, les produits des entreprises franches, le girofle, le poivre, le cacao ont vu leurs prix augmenter sur le marché international.

En 2007, le solde global des paiements extérieurs a été excédentaire de 148 millions de DTS.

Suite à la baisse des prix des exportations (3,0%) et au renchérissement de ceux des importations, les termes de l'échange se sont détériorés de 14,6% en 2007.

En ce qui concerne la dette extérieure, l'encours de la dette extérieure du pays s'élevait à 1 215,7 millions de DTS (ou 1 905,3 millions de dollars) fin décembre 2007, contre 1 121,9 millions de DTS (ou 1 686,4 millions de dollars) à la fin de 2006 et 2 636,8 millions de DTS (ou 3 768,3 millions de dollars) pour la même période de 2005. Par rapport au PIB nominal, l'encours de la dette extérieure a baissé progressivement: 80,6% en 2005, 28,8% en 2006 et 24,8% en 2007.

Les valeurs mensuelles des transactions ont augmenté tant pour le dollar (41,0%) que pour l'Euro (25,0%). L'Ariary s'est apprécié en moyenne annuelle de 4,6% par rapport à l'euro et de 12,6% par rapport au dollar en 2007.

Finances publiques :

La programmation budgétaire de 2007 a été alignée au MAP avec comme outil le Budget de programme et le CDMT. L'objectif principal est axé sur le développement durable et la réduction de la pauvreté. Avec les annulations de la dette extérieure dans le cadre de l'IPTE et aussi l'annulation de stock par l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM), les ressources dégagées ont été utilisées pour allouer des fonds aux secteurs prioritaires par le MAP, renflouer le budget d'investissement, et rembourser une partie des dettes intérieures.

Des efforts ont été entrepris au cours de l'année 2007, pour l'optimisation et le développement du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFP). Toutes les dispositions relatives à la LOLF ont été progressivement appliquées avec l'effectivité des textes d'application du nouveau Code des Marchés Publics, ainsi que l'application du principe budgétaire.

La bonne performance des taxes internes et externes a conduit à une pression fiscale de l'ordre de 11,4%, comparé à celle de 10,7% en 2006. Les dépenses ont été maîtrisées (18,7% du PIB en 2007 contre 21,3% en 2006).

Les aides financières non remboursables (dons courants et en capital) ont influé d'une manière significative sur le profil des finances publiques en 2007. Le déficit global des opérations financières du Gouvernement central (base engagement) s'est établi à l'équivalent de : 2,9% du PIB, dons compris, et à 7,2% dons non compris.

Les recettes fiscales internes effectivement recouvrées se sont élevées à 790 milliards d'Ariary; ce qui représente l'équivalent de 101,73% de l'objectif fixé pour l'année 2007.

L'administration douanière a réalisé une bonne performance. L'objectif de recettes externes (758 milliards d'Ariary) établi au titre de la Loi de Finances 2007 a été atteint.

Les dépenses publiques ont connu une hausse de 6,3% de juin 2006 à juin 2007 (1 294 milliards d'Ariary en juin 2007). Cet accroissement est le fruit d'une augmentation de 16% des dépenses en capital (476,8 milliards d'Ariary), en l'espace d'un an. Par contre les dépenses courantes (794,3 milliards d'Ariary), ont affiché une baisse de 1,8%.

La situation des finances publiques a été meilleure que prévue en 2007 bien que la performance ne soit comparable à celle qu'on a observé en 2006 où le solde budgétaire a été largement excédentaire. En effet, s'il avait été pressenti que le déficit budgétaire ne dépasserait pas 4,4% du PIB, il a pu être contenu à 2,8% du PIB.

Réalisation des secteurs (Résultats et Performances) :

(Source : Exécution des Dépenses Publiques année 2007 et Rapport Economique et Financier 2007)

Les Secteurs Infrastructure et Social ont un même niveau de réalisation avoisinant les 85,9%.

Le Secteur Administratif est en troisième place avec les mêmes rythmes de consommation de crédits au niveau des sous-secteurs, avec un taux global de 83,3%.

Et enfin, le Secteur Productif n'a pu enregistrer qu'un taux d'exécution de 69,6%.

➤ Le Secteur Infrastructure

Ce secteur est marqué par l'expansion des deux sous secteurs, à savoir :

- Travaux Publics et Transport
- Urbanisme et Aménagement du Territoire

Le sous-secteur Transport :

Le projet APL3 financé par la Banque Mondiale a permis de dégager des surplus pour l'économie :

- réduction des coûts de transport ;
- augmentation du volume du trafic qui a facilité la circulation des biens et des personnes développant ainsi le commerce régional.

Ceci étant, grâce aux 145 km des voies réhabilitées et aux 05 nouvelles locomotives réceptionnées (Réhabilitation Ferroviaires du réseau Nord) mais également à l'amélioration de l'accès aux services des transports routiers vers l'axe RN.1 bis : Maintirano – Morafenobe avec 157 km de routes réceptionnées et les axes RNT 8 A : Maintirano-Antsaloa avec 119 km de routes réceptionnées.

Les travaux de réhabilitation des aéroports ont été réalisés à 100%.

Le sous-secteur Travaux Publics

La construction, la réhabilitation et les entretiens périodiques des Routes Nationales ont été réalisées à hauteur de 111%. Cependant, beaucoup reste à faire sur les entretiens périodiques des routes rurales en attendant de nouveaux financements suffisants en RPI et TVA pour atteindre les objectifs d'investissements en infrastructures routières.

Le sous-secteur Urbanisme et Aménagement du Territoire :

La mise en œuvre des projets DYNATEC et QMM ainsi que le programme PIC ont eu des impacts majeurs sur le développement économique et social du pays entre autres :

- l'arrivée des Investissements Directs Etrangers et le développement du Tourisme qui rapportent des recettes fiscales et douanières additionnelles pour l'Etat.

Plusieurs Investisseurs potentiels sont venus visiter Madagascar en 2007 pour voir les opportunités dans les pôles du projet PIC: 29 Investisseurs ont manifesté leur intérêt à y travailler parfois avec des projets déjà quasi-bouclés pour un volume d'investissement estimatif de 70 Millions de USD (source : ADEMA – ORT – déc. 07).

- l'aménagement des infrastructures portuaires notamment le Port de Toamasina a été favorable à l'amélioration du niveau d'exportation : le volume de marchandises ayant transité par le grand Port a atteint 2 409 232 tonnes en Décembre 2007 contre 2 042 554 tonnes en 2005 ; ce qui représente 96,4% de l'objectif de l'année 2007.

En 2007, l'aéroport d'Ivato a pu exporter 8 688 tonnes de produits soit près de 115% de l'objectif 2007 avec un taux d'augmentation de 18 % par rapport à celui de 2005 (source ADEMA – déc. 07).

- le lancement du Projet PIC a également des impacts considérables sur la création d'emplois :
 - a) Pour le secteur Tourisme, 1 718 emplois formels ont été offerts à Nosy-Be et 243 emplois à Taolagnaro soit une hausse significative par rapport à ceux de 2005.
 - b) Le Secteur Textile enregistre 4 878 emplois formels en fin 2007 à Antsirabe soit 101% de l'objectif du projet.
 - c) Le Secteur NTIC comptait 3 782 emplois formels (sources – CNAPS – déc. 07)

- l'amélioration de l'environnement des affaires intègre plusieurs secteurs d'activités économiques : la micro-finance et la création d'entreprises, le lancement du processus de régularisation et de bornage des zones touristiques, l'opération Titre, le lancement et l'étude de l'Agro-Technopole etc....

Le sous-secteur Energie :

Ce sous secteur a enregistré une très faible performance (26,8%) à cause d'une faible mobilisation des financements externes USTDA/Paul RIZZO-BADEA ainsi que de la non maîtrise des procédures de passation des marchés publics.

➤ Le Secteur Social

Le fait marquant de l'année 2007 au niveau du Secteur Social est la réalisation des Jeux des Iles de l'Océan Indien dont les résultats attendus ont été atteints à 100%.

Par contre, les sous-secteurs Santé et Education n'ont pas atteint les résultats satisfaisants.

Le Sous-secteur Education :

Des retards de mobilisation des financements externes ont été constatés, notamment les projets :

- Redynamisation de l'Enseignement Primaire et Secondaire financée par l'OPEP 1 et l'OPEP 2
- Appui aux écoles endommagées par les cyclones sur financement de la BADEA.

Ces retards sont dus à la suspension temporaire des travaux de génie civil et à la finalisation de la prorogation du retrait des fonds qui n'est effectif que le 23 octobre 2007.

Le virement du 1^{er} réapprovisionnement après l'accord de prorogation des retraits de fonds au compte en devises du projet date du 21 décembre 2007.

Le Sous-secteur Santé :

La performance du sous-secteur Santé est soutenue par les efforts déployés au niveau des projets à financement interne à hauteur de 119,4% où l'on a constaté un dépassement au niveau des DTI et des TVA.

D'une manière générale, le retard de déblocage et l'insuffisance de crédits alloués pour la réalisation des activités prévues en sont les causes principales.

Bien que certains Ministères du Secteur Social soient considérés prioritaires, beaucoup d'efforts méritent encore d'être soutenus dans ce secteur.

➤ Le Secteur Productif :

Le Sous-secteur Mines :

Le programme de Gouvernance des Ressources Minérales et le Projet de Renforcement Institutionnel du Secteur Minier de Madagascar (PRISMM) sont en bonne voie. Ce sous-secteur promoteur a atteint à 93,9% de ses objectifs.

Le lancement de ces projets permet un développement durable du secteur minier malgache en rapport avec les actions menées dans les autres secteurs de l'économie nationale dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.

Le Sous-secteur Environnement :

Ce sous secteur est marqué par sa bonne capacité d'absorption des crédits en financement externe 110,4% contre 87,8% en financement interne. Il réalise un taux global de 107,4%. L'apport financier du MCA dans le domaine foncier a contribué à son développement.

Le Sous-secteur Agriculture/Elevage/Pêche :

Les résultats budgétaires sont moins satisfaisants bien qu'il soit un sous-secteur prioritaire sur le plan économique et social.

Les crédits sont seulement engagés à 56,3%. Nombreux sont les facteurs qui ont concouru au retard de l'exécution budgétaire :

- affectation de crédits à la Société Nationale JIRAMA ;
- changement de structure entraînant des basculements et d'aménagements de crédits ;
- mise en œuvre du planning de passation des Marchés Publics dû aux temps d'adaptation aux documents-types afférents au nouveau code des Marchés Publics ;
- réorientation des interventions (cataclysmes naturels et autres directives) ;
- difficultés dans la mobilisation de crédits extérieurs : FCV/PASA et la Subvention UE – PASA.

Par ailleurs, quelques projets contribuant à la sécurisation foncière et à l'aménagement des milieux ruraux présentent certes de bonnes réalisations, tel que le Projet Jeunes Entrepreneurs Ruraux (PROJER) où le taux de décaissement dépasse largement la prévision. De plus, c'est un projet multisectoriel permettant de lutter efficacement contre la pauvreté en général et contre la sous activité en particulier.

En ce qui concerne la Pêche/Elevage, le développement du Partenariat Public-Privé s'avère nécessaire, vu l'affluence des opérateurs vers ce secteur.

➤ Le Secteur Administratif

Une performance généralisée caractérise ce secteur avec un taux de décaissement de 83,3%. En 2007, le Secteur Administratif est marqué par la forte promotion à l'appui aux diverses Collectivités Décentralisées telle que la mise en place des Centres d'Appui aux Communes (CAC) et l'ACORDS.

Bref, les résultats obtenus en 2007 sont satisfaisants, les faits les plus marquants sont les suivants :

- budget autonome et adéquat à la disposition des communes ;
- forte dynamisation des régions et des communes ;
- subvention de 44% des communes, pour les budgets et comptes administratifs enregistrés dans les neuf (9) régions ;
- Budgets primitifs approuvés par le Conseil dans les délais légaux : 77% ;
- Disponibilité des documents comptables au niveau des districts : 61% ;
- Maires et conseils communaux aptes à gérer leurs communes.

Les résultats de chaque secteur, estimés en pourcentage, sont récapitulés par les deux (2) tableaux ci-après :

Tableau de réalisation des secteurs par rapport aux allocations de ressources publiques en 2007 (en %)

SECTEURS	Prévisions	Réalisations
Secteur Productif	18,0	15,25
Secteur Infrastructure	40,0	42,09
Secteur Social	29,0	29,89
Secteur Administratif	13,0	12,74

(Source : Exécution des Dépenses Publiques année 2007 et REF 2007)

Tableau de réalisation des secteurs par rapport aux programmes de 2007 (en milliers d'Ariary)

SECTEURS	Prévisions	Réalisations	Taux
Secteur Productif	260 511 586	181 374 258	69,6%
Secteur Infrastructures	582 952 615	500 471 271	86,0%
Secteur Social	414 376 540	355 408 246	85,8%
Secteur Administratif	181 895 139	151 550 896	83,3%
TOTAL PIP	1 439 735 880	1 188 804 672	82,6 %

(Source : Exécution des Dépenses Publiques année 2007 et REF 2007)

B. SITUATION BUDGETAIRE - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU BUDGET 2007

Les Points faibles

- Les effets des cyclones au début de l'exercice 2007 ont retardé le démarrage des travaux
- Compte tenu de la conjoncture économique de 2007, certains objectifs ont été révisés (cas de Recettes fiscales), les dépenses ont subi également des ajustements. En conséquence, une réduction du plafond d'engagement des dépenses hors solde de 12,5 milliards d'Ariary et de 32,5 milliards d'Ariary sur les dépenses d'Investissement a dû être opérée au cours de l'exercice.

- Le changement fréquent et le retard de la nomination des Responsables (ORDSEC ou PRMP, ou GAC) ont ralenti l'exécution budgétaire.
- Le retard de lancement des Appels d'Offres dû à la modification de l'Avis Général de Passation des Marchés Publics (AGPM) a perturbé le Plan de Travail Annuel (PTA).
- Le retard de réapprovisionnement des comptes à financement externe a entraîné le retard de réalisation des travaux.
- L'insuffisance de coordination des activités entre les ORDSEC et les responsables du projet (Bureau d'exécution des projets) à la mise en œuvre du budget est à l'origine de la non régularisation des certaines dépenses, tels que le non paiement des TVA, DTI et la non régularisation des dépenses hors taxes payées sur les subventions ou les emprunts.
- La contribution au redressement de la JIRAMA, à concurrence de 18 milliards d'Ariary, a perturbé l'exécution des dépenses en 2007.

Les Points forts

Néanmoins, des efforts ont été déployés par les opérateurs budgétaires pendant les quatre derniers mois de l'exercice 2007, à savoir :

- la maîtrise progressive du logiciel SIGFP;
- l'amélioration de la connaissance des procédures de passation des marchés publics ;
- le respect des dispositions de la circulaire d'exécution du Budget Général de l'Etat en particulier celle relative à la régulation des dépenses où il n'y en a pas de dépassement de l'engagement ;
- l'amélioration du système d'information et de collecte des données entre les Ministères, le Contrôle Financier et les Partenaires Financiers ;
- la priorisation des dépenses face à l'insuffisance des crédits ;
- l'accélération du rythme de consommation de crédits (Base engagement).

Les dépassements

Explications relatives aux dépassements sur les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2007.

1.1 Ministère des Finances et du Budget

Pour la Direction Provinciale des Impôts de Fianarantsoa (3-00-23-1-430-30101), les crédits non consommés à la ligne budgétaire 6114 « Produit, petits matériels et menues dépenses d'entretien » Financement RPI de la mission 230 : Budget ont été affectés à celle de la « Direction Régionale Impôts Haute Matsiatra » (00-23-2-P60-30101) . Ce qui a entraîné une insuffisance de crédits de l'ordre de 0,20 Ariary au niveau de cette ligne budgétaire.

1.2 Ministère des Mines et des Hydrocarbures

Le dépassement est constaté au niveau de la ligne budgétaire : 00-53-0-210-00000 « Direction des Géologies », compte 2017 « Frais de préexploitation » Financement RPI de la mission 530 : Mines. Effectivement, les dépenses 3 728 800 Ariary et 7 457 600 Ariary sont des engagements du 7 mai 2007 et du 8 mai 2007 mais rejetées par le Trésor et ne sont remandatés que le 13 septembre 2007. Lors de l'élaboration de l'aménagement de crédits suivant l'Arrêté n°16770/2007 du 5 octobre 2007, les trois derniers chiffres « 400 » du montant total des dépenses 22 186 400 Ariary effectuées avant l'aménagement de crédits ont été arrondis sur SIIGFP et n'ont pas été vus ni remarqués.

1.3 Enseignement Supérieur et Recherche Scientifique

a) Les crédits disponibles de 22 705 117 000 Ariary lors de l'aménagement de crédits de la ligne 3.00-84-0-210-00000-Direction de l'Enseignement Supérieur de la mission 840-Enseignement Supérieur, Compte 6551 « Transferts pour charges de Services Publics EPA » Financement RPI ; suivant l'Arrêté n°18 335/2007/MENRS du 23 octobre 2007, ont été modifiés à 22 704 186 000 Ariary. Par ailleurs, les virements de crédits opérés par le décret n°2007-1116 du MFB ont généré une réduction jusqu' à 22 704 186 000 Ariary, tandis que les dépenses s'élevant à 22 704 403 305 Ariary ont été engagées, d'où le dépassement de l'ordre de 217 305 Ariary inscrit sur le BCSE.

b) En ce qui concerne la ligne budgétaire 3.00-85-0-214-00000 « Service de la Coordination et programme de recherche » ; compte 6114 « Produit, petits matériels et menues dépenses d'entretien » de la mission 850-Recherche Scientifique ; l'erreur de 7070 Ariary est due à l'abattement global des crédits opéré par le Cellule d'Appui Technique auprès du MEN et dont le dernier engagement sur le compte 6114 « Produit, petits matériels et menues dépenses d'entretien », déjà acquis au niveau du Contrôle Financier, n'a pas été pris en compte.

II. ANALYSE DES PREVISIONS, EXECUTION ET RESULTATS DE L'EXERCICE 2007

A- ETUDES DES RESULTATS DE L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES 2007

1. Prévisions, exécutions et résultats

Tableau 3 : Résultats généraux de l'exécution de la Loi de Finances 2007

(en Ariary)

NOMENCLATURE	PREVISIONS				EXECUTIONS			
	RECETTES	RECETTES	DEPENSES		RECETTES	DEPENSES	EXCEDENT DES RECETTES	EXCEDENT DES DEPENSES
	LFI	Crédits finaux	LFI	Crédits finaux				
CADRE I								
BUDGET GENERAL DE L'ETAT								
a- Opérations de Fonctionnement	1 682 391 394 000,00	1 682 391 394 000,00	1 412 792 099 000,00	1 412 792 099 000,00	1 543 424 081 041,16	1 251 161 844 725,04	-	-
b- Opérations d'Investissement	548 770 524 000,00	548 770 524 000,00	1 387 500 000 000,00	1 409 735 880 000,00	2 197 513 922,03	526 412 392 672,27	-	-
TOTAL CADRE I	2 231 161 918 000,00	2 231 161 918 000,00	2 800 292 099 000,00	2 822 527 979 000,00	1 545 621 594 963,19	1 777 574 237 397,31	-	231 952 642 434,12
CADRE II								
BUDGET ANNEXES								
a- Opérations de Fonctionnement	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	14 456 951 042,04	7 817 175 829,75	-	-
b- Opérations d'Investissement	-	-	-	-	-	490 103 914,20	-	-
TOTAL CADRE II	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	14 456 951 042,04	14 456 951 042,04	6 149 671 298,09	
CADRE III								
OPERATIONS DES COMPTES PARTICULIERS DU TRESOR								
Opérations des comptes particuliers de Trésor	156 086 818 000,00	156 086 818 000,00	250 579 020 000,00	156 086 818 000,00	96 988 531 158,87	141 343 589 437,09		
TOTAL CADRE III	156 086 818 000,00	156 086 818 000,00	250 579 020 000,00	250 579 020 000,00	96 988 531 158,87	141 343 589 437,09		44 355 058 278,22
CADRE IV								
OPERATIONS GENERATRICES DE FCV ET								
Opérations Génératrices de FCV et assimilées	3 697 000 000,00	25 932 880 000,00	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	3 516 192 207,98	0,00		
TOTAL CADRE IV	3 697 000 000,00	25 932 880 000,00	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	3 516 192 207,98	0,00	3 516 192 207, 98	
CADRE V								
OPERATIONS EN CAPITAL DE LA DETTE PUBLIQUE								
a) Dettes Intérieures	2 454 576 941 000,00	2 454 576 941 000,00	2 369 225 092 000,00	2 369 225 092 000,00				
Part à moins d'un an								
Part à plus d'un an						1 431 000 000,00		
b) Dettes Extérieures	650 746 962 000,00	650 746 962 000,00	74 173 428 000,00	74 173 428 000,00				
Part à moins d'un an					274 351 634 457,81			
Part à Plus d'un an						23 526 869 597,82		
TOTAL CADRE V	3 105 323 903 000,00	3 105 323 903 000,00	2 443 398 520 000,00	2 443 398 520 000,00	274 351 634 457,81	24 957 869 597,82	249 393 764 859,99	-
TOTAL GENERAL	5 513 460 805 000,00	5 535 696 685 000,00	5 513 460 805 000,00	5 535 696 685 000,00	1 934 934 903 829,89	1 952 182 976 176,17	259 059 628 366,06	276 307 700 712,34

Déficit de la loi de Finances 2007 :

17 248 072 346,28

2. Cadre I : Budget général

En termes d'opérations de fonctionnement, les crédits sont consommés à hauteur de 80%. Par contre, les crédits d'investissement ne sont consommés qu'à 37% au total. Effectivement, les dépenses d'investissement financées sur financement interne (RPI notamment) avoisinent les 90% comme le décrit le tableau 3.1 en. En revanche, pour celles qui sont financées sur financement externe (Subvention, Fonds d'emprunt) accusent une faible réalisation, les écarts constatés sont dûs à la non régularisation des décaissements et qui expliquent le gonflement des crédits sans emploi. Le tableau 3. 2 montre la faiblesse du taux de consommation de crédits avec seulement 8% de réalisation.

Pour les PIP financés sur fonds d'emprunt, le taux d'absorption reste en dessous de la moyenne comme le montre le tableau 3.3.

3. Cadre IV : Opération sur Fonds de Contre Valeur

L'article 9 du Projet de Loi de Règlement explique le mode de calcul et de la comptabilisation des FCV.

« Les opérations sur fonds de contre valeur sont comptabilisées dans la balance générale des comptes de l'Etat, à compter de l'exercice 2007. Le résultat sur les opérations génératrices de Fonds de Contre Valeur est calculé uniquement à partir des recettes, en l'absence de régularisation budgétaire des opérations de dépenses constatée dans le cadre IV de la Loi de Finances. »

4. Cadre V : Opération en Capital de la Dette Publique

Le cadre V du budget de l'Etat fait l'objet de cet écart considérable car au moment de la prévision de la LFI, le BTA était encore inscrit dans le cadre V (dettes intérieures). Mais, durant l'exécution, le BTA était comptabilisé dans la balance générale de l'Etat, ceci est dû au changement amené par la mise à jour du PCOP 2006.

Tableau 3.1 : Taux de consommation des crédits des dépenses d'investissement (Financement RPI)

10	RPI			
MIN	Crédits finaux	Réalisations	Ecart	Taux (%)
01	22 135 755 555,56	14 237 005 650,08	7 898 749 905,48	64,32
02	1 100 000 000,00	911 930 488,00	188 069 512,00	82,90
03	1 600 000 000,00	1 365 136 135,00	234 863 865,00	85,32
04	200 000 000,00	175 997 895,60	24 002 104,40	88,00
05	19 639 188 000,00	19 335 509 757,05	303 678 242,95	98,45
11	2 100 000 000,00	1 847 862 659,40	252 137 340,60	87,99
12	2 970 000 000,00	2 575 746 680,82	394 253 319,18	86,73
14	1 550 000 000,00	1 285 598 007,57	264 401 992,43	82,94
15	1 401 200 000,00	1 229 733 210,94	171 466 789,06	87,76
16	3 900 000 000,00	3 400 069 911,83	499 930 088,17	87,18
17	21 283 475 000,00	17 959 208 351,18	3 324 266 648,82	84,38
21	23 673 467 000,00	20 802 178 733,25	2 871 288 266,75	87,87
25	5 384 200 000,00	4 357 557 783,44	1 026 642 216,56	80,93
31	1 348 820 000,00	1 098 530 655,34	250 289 344,66	81,44
41	15 880 973 000,00	15 568 890 151,62	312 082 848,38	98,03
44	6 317 740 000,00	5 088 633 749,60	1 229 106 250,40	80,55
51	14 126 000 000,00	10 732 605 850,45	3 393 394 149,55	75,98
53	840 000 000,00	747 972 800,00	92 027 200,00	89,04
61	51 079 430 000,00	47 930 459 127,91	3 148 970 872,09	93,84
63	7 237 143 000,00	5 749 842 892,32	1 487 300 107,68	79,45
66	3 349 000 000,00	2 091 617 340,20	1 257 382 659,80	62,45
71	14 791 833 000,00	13 285 637 281,00	1 506 195 719,00	89,82
78	15 395 678 000,00	14 653 604 307,84	742 073 692,16	95,18
81	45 045 500 000,00	41 681 771 180,51	3 363 728 819,49	92,53
86	1 271 500 000,00	1 100 984 739,87	170 515 260,13	86,59
Total	283 620 902 555,56	249 214 085 340,82	34 406 817 214,74	87,87

Tableau 3.2 : Taux de consommation des crédits des dépenses d'investissement (Financement Subvention)

60	SUBVENTION			
MIN	Crédits finaux	Réalisations	Ecart	Taux (%)
01	11 863 229 000,00	1 889 005 513,44	9 974 223 486,56	15,92
05	788 270 000,00	299 724 445,76	488 545 554,24	38,02
11	114 000 000,00	0,00	114 000 000,00	0,00
12	2 039 900 000,00	5 400 000,00	2 034 500 000,00	0,26
14	800 000 000,00	0,00	800 000 000,00	0,00
16	450 000 000,00	0,00	450 000 000,00	0,00
17	18 766 000 000,00	5 547 180 300,00	13 218 819 700,00	29,56
21	55 074 679 000,00	5 884 140 225,10	49 190 538 774,90	10,68
25	27 166 705 000,00	3 127 021 884,39	24 039 683 115,61	11,51
31	841 000 000,00	0,00	841 000 000,00	0,00
41	100 685 699 000,00	6 465 659 414,65	94 220 039 585,35	6,42
44	48 039 306 000,00	2 713 820 748,60	45 325 485 251,40	5,65
51	12 153 000 000,00	940 000,00	12 152 060 000,00	0,01
53	1 088 687 000,00	0,00	1 088 687 000,00	0,00
61	162 940 949 000,00	11 804 406 069,89	151 136 542 930,11	7,24
63	13 493 000 000,00	0,00	13 493 000 000,00	0,00
66	1 315 754 000,00	0,00	1 315 754 000,00	0,00
71	29 898 268 000,00	5 520 806 589,20	24 377 461 410,80	18,47
78	908 393 000,00	0,00	908 393 000,00	0,00
81	60 074 841 000,00	0,00	60 074 841 000,00	0,00
86	268 844 000,00	0,00	268 844 000,00	0,00
Total	548 770 524 000,00	43 258 105 191,03	505 512 418 808,97	7,88

Tableau 3.3 : Taux de consommation des crédits des dépenses d'investissement (Financement Emprunt)

70	EMPRUNT			
MIN	Crédits finaux	Réalisations	Ecart	Taux (%)
01	18 796 872 000,00	286 232 206,27	18 510 639 793,73	1,52
05	50 191 650 000,00	1 223 090 355,56	48 968 559 644,44	2,44
17	37 000 000 000,00	64 895 204 353,00	-27 895 204 353,00	175,39
21	800 000 000,00	0,00	800 000 000,00	0,00
41	52 529 454 000,00	22 594 012 701,06	29 935 441 298,94	43,01
51	16 319 878 000,00	2 546 379 024,80	13 773 498 975,20	15,60
53	13 357 122 000,00	7 121 615 009,36	6 235 506 990,64	53,32
61	131 147 476 000,00	44 300 130 503,75	86 847 345 496,25	33,78
63	47 300 000 000,00	10 332 418 837,20	36 967 581 162,80	21,84
66	817 000 000,00	38 704 000,00	778 296 000,00	4,74
71	59 993 608 000,00	19 842 364 735,00	40 151 243 265,00	33,07
81	50 776 416 000,00	2 760 690 587,31	48 015 725 412,69	5,44
Total	479 029 476 000,00	175 940 842 313,31	303 088 633 686,69	36,73

Tableau 4 : Exécution du Budget Général par Ministère et Institution

CODE	Institutions	Fonctionnement				Investissement	Total
		Interet de la dette	Solde	Hors solde	Total		
01	PRESIDENCE		2 840 557 005,40	16 983 614 405,19	19 824 171 410,59	17 035 050 787,31	36 859 222 197,90
02	SENAT		0,00	12 344 097 579,26	12 344 097 579,26	911 930 488,00	13 256 028 067,26
03	AN		0,00	16 551 692 176,00	16 551 692 176,00	1 365 136 135,00	17 916 828 311,00
04	HCC		0,00	1 662 436 404,00	1 662 436 404,00	175 997 895,60	1 838 434 299,60
05	PRIMATURE		3 702 764 598,80	2 165 010 081,36	5 867 774 680,16	21 046 780 337,63	26 914 555 017,79
11	MAE		33 049 946 915,75	9 683 551 792,60	42 733 498 708,35	1 847 862 659,40	44 581 361 367,75
12	MDN		121 964 261 024,40	24 085 965 932,69	146 050 226 957,09	2 581 146 680,82	148 631 373 637,91
14	MININTER		10 686 203 961,60	18 463 972 459,64	29 150 176 421,24	1 285 598 007,57	30 435 774 428,81
15	SESP		38 842 461 107,00	3 261 989 573,82	42 104 450 680,82	1 229 733 210,94	43 334 183 891,76
16	MINJUS		22 145 554 853,40	15 729 645 313,40	37 875 200 166,80	3 400 069 911,83	41 275 270 078,63
17	MDAT		169 085,60	42 998 452 180,40	42 998 621 266,00	89 420 735 606,59	132 419 356 872,59
21	MFB	114 614 178 231,04	66 832 158 430,89	135 095 088 494,75	201 927 246 925,64	38 967 623 631,43	240 894 870 557,07
25	MEPSPC		3 098 415 335,20	9 078 456 154,01	12 176 871 489,21	8 151 858 795,37	20 328 730 284,58
31	MINFOP		2 081 676 950,40	2 064 474 375,73	4 146 151 326,13	1 098 530 655,34	5 244 681 981,47
41	MAEP		12 116 929 358,40	11 201 209 076,26	23 318 138 434,66	49 510 858 148,13	72 828 996 582,79
44	MEEFT		2 295 890 896,40	936 664 726,22	3 232 555 622,62	8 691 352 858,20	11 923 908 480,82
51	MEN		1 304 916 043,20	24 469 248 565,58	25 774 164 608,78	16 419 922 857,90	42 194 087 466,68
53	MINMINES		0,00	647 162 871,97	647 162 871,97	8 128 763 175,14	8 775 926 047,11
61	MTPM		6 160 244 751,40	1 387 045 426,59	7 547 290 177,99	122 885 324 208,15	130 432 614 386,14
63	MTT		0,00	11 063 828 108,45	11 063 828 108,45	24 641 724 241,64	35 705 552 350,09
66	MTPC		1 810 645 640,50	3 222 033 723,25	5 032 679 363,75	2 215 574 851,20	7 248 254 214,95
71	MINSANPF		52 194 472 095,11	43 704 944 880,35	95 899 416 975,46	41 934 833 844,82	137 834 250 820,28
78	MINSPTS		3 463 041 405,00	6 075 107 678,99	9 538 149 083,99	14 666 122 028,92	24 204 271 112,91
81	MENRS		226 066 491 941,32	109 373 511 021,76	335 440 002 963,08	47 698 876 915,47	383 138 879 878,55
86	SECL		2 163 028 866,60	1 478 633 225,36	3 641 662 091,96	1 100 984 739,87	4 742 646 831,83
Total		114 614 178 231,04	612 819 830 266,37	523 727 836 227,63	1 136 547 666 494,00	526 412 392 672,27	1 777 574 237 397,31

Tableau 5 : Exécution du Budget Général par programme

(en Ariary)

Programme	Libellé	Crédits	Dépenses	%
1-1	Intégrité	49 679 095 000,00	40 525 108 838,63	81,57
1-2	Efficacité de l'Etat	1 130 937 105 589,60	997 321 370 110,39	88,19
1-3	Responsabilité citoyenne	1 428 611 000,00	713 844 447,10	49,97
2-1	Aménagement du Territoire	83 146 726 000,00	96 646 609 697,23	116,24
2-2	Communication, NTIC et E-Gouvernance,	4 188 889 000,00	1 486 588 509,31	35,49
2-3	Eau et assainissement	28 871 410 000,00	12 796 193 376,61	44,32
2-4	Energie (Electricité, Hydrocarbures, et Energies nouvelles) :	43 758 095 000,00	27 437 531 225,51	62,70
2-5	Transports, Routes et Météorologie	465 638 671 000,00	156 131 855 530,99	33,53
3-1	Enseignement fondamental	208 633 288 000,00	92 418 276 595,18	44,30
3-2	Enseignement secondaire	17 385 153 000,00	6 893 449 441,19	39,65
3-3	Formation professionnelle et technique	3 711 890 000,00	2 631 025 737,68	70,88
3-4	Enseignement supérieur et recherche scientifique	46 820 442 000,00	41 295 104 389,70	88,20
4-1	Développement de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche	209 234 437 000,00	56 661 252 299,86	27,08
5-1	Santé et Planning familial	124 179 793 410,40	56 780 301 940,08	45,72
5-2	Lutte contre le VIH/SIDA	7 616 555 000,00	876 314 043,81	11,51
5-3	Nutrition et sécurité alimentaire	27 086 018 000,00	17 368 633 687,36	64,12
6-1	Stabilité macroéconomique et croissance	242 323 684 000,00	121 096 102 232,49	4,51
6-2	Développement et dynamisation du secteur privé	10 361 386 653,00	1 930 411 797,56	18,63
6-3	Secteurs porteurs	17 114 565 000,00	9 277 485 715,66	54,21
7-1	Préservation et valorisation de l'écosystème	57 115 436 000,00	8 988 874 474,32	15,74
8-1	Développement des activités socioculturelles et sportives	4 808 968 000,00	3 609 541 830,20	75,06
8-2	Promotion de la dimension de la population dans le développement et atténuation de la vulnérabilité des groupes défavorisés	29 456 551 000,00	16 158 031 251,99	54,85
8-3	Présence et notoriété de Madagascar au niveau international	9 031 269 347,00	8 530 330 224,46	94,45
Total		2 822 527 979 000,00	1 777 574 237 397,31	

Tableau 6 : Réalisations du Budget Général par secteur

(en Ariary)

Secteur	Crédits finaux	Dépenses finales
Administratif	894 478 042 000,00	568 586 522 556,85
Social	982 738 084 000,00	789 324 375 621,39
Productif	377 070 643 000,00	156 811 367 960,34
Infrastructure	588 241 210 000,00	262 851 971 258,73
Total	2 822 527 979 000,00	1 777 574 237 397,31

Graphe 1 : Réalisations du Budget Général par secteur

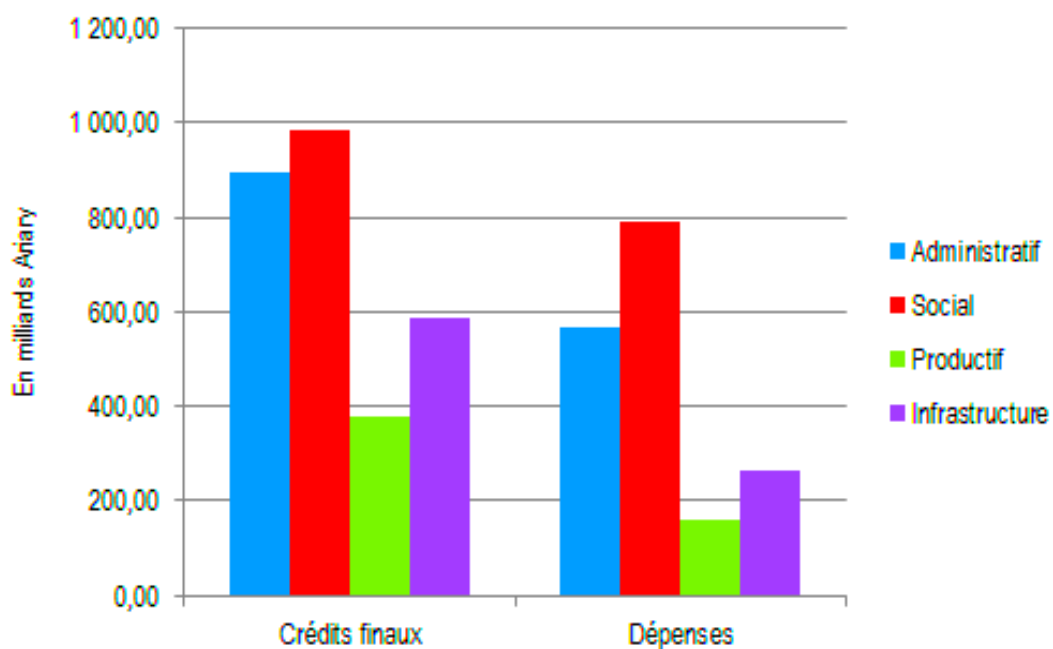


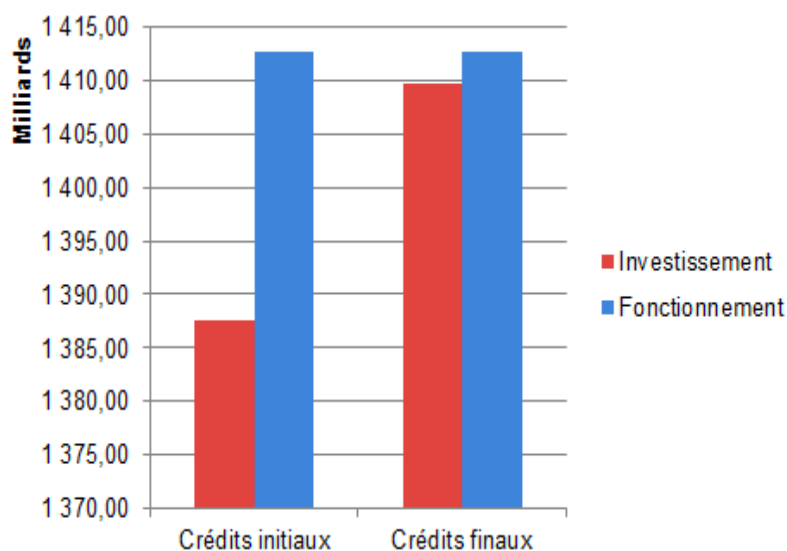
Tableau 7 : Récapitulation de l'exécution du Budget Général

(en Ariary)

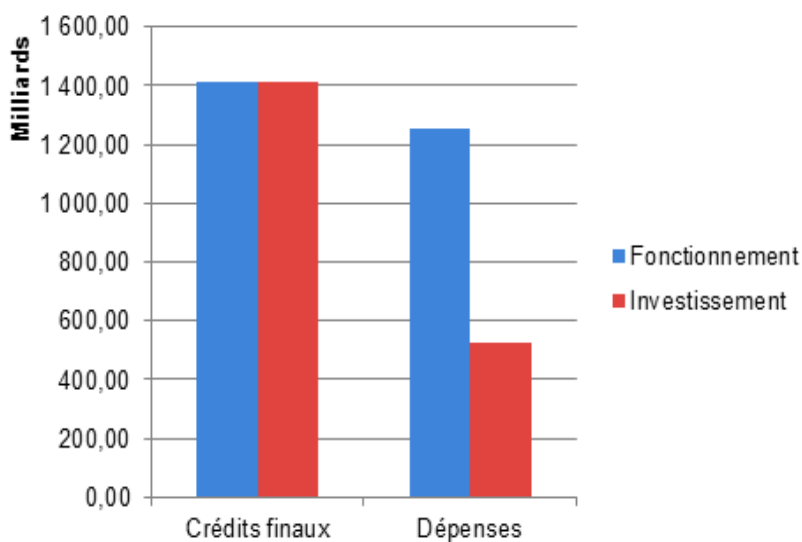
Rubriques	Crédits initiaux	Crédits finaux	Dépenses
Fonctionnement	1 412 792 099 000,00	1 412 792 099 000,00	1 251 161 844 725,04
Investissement	1 387 500 000 000,00	1 409 735 880 000,00	526 412 392 672,27
Total	2 800 292 099 000,00	2 822 527 979 000,00	1 777 574 237 397,31

Graph 2 : Opérations d'Investissement et de Fonctionnement

2.1 Crédits initiaux et finaux du budget général (en milliards Ariary)



2.2 Crédits finaux et Dépenses définitives du budget général (en milliards Ariary)



Le graphe 2.1 nous illustre la situation des crédits initiaux et finaux. Au début de l'année, la dotation de crédit d'investissement est la moitié de celui de fonctionnement. Et à la fin de l'exercice, les crédits alloués à ces rubriques se place sur le même niveau. La deuxième représentation graphique montre la situation des crédits définitifs et les consommations finales en 2007.

Tableau 8: Exécution du Budget Général par types de financements

(en Ariary)

Code de Financement	Types Financement	Crédits	Dépenses
10	RPI	1 696 413 001 555,56	1 500 375 930 065,86
20	DTI	4 500 000 000,00	5 770 398 753,00
30	TVA	76 452 977 444,44	44 595 067 002,67
40	FCV	17 362 000 000,00	7 633 894 071,44
60	SUBVENTION	548 770 524 000,00	43 258 105 191,03
70	EMPRUNT	479 029 476 000,00	175 940 842 313,31
TOTAL		2 822 527 979 000,00	1 777 574 237 397,31

Graphe 3: Diagramme en bâton sur l'exécution par type de financement

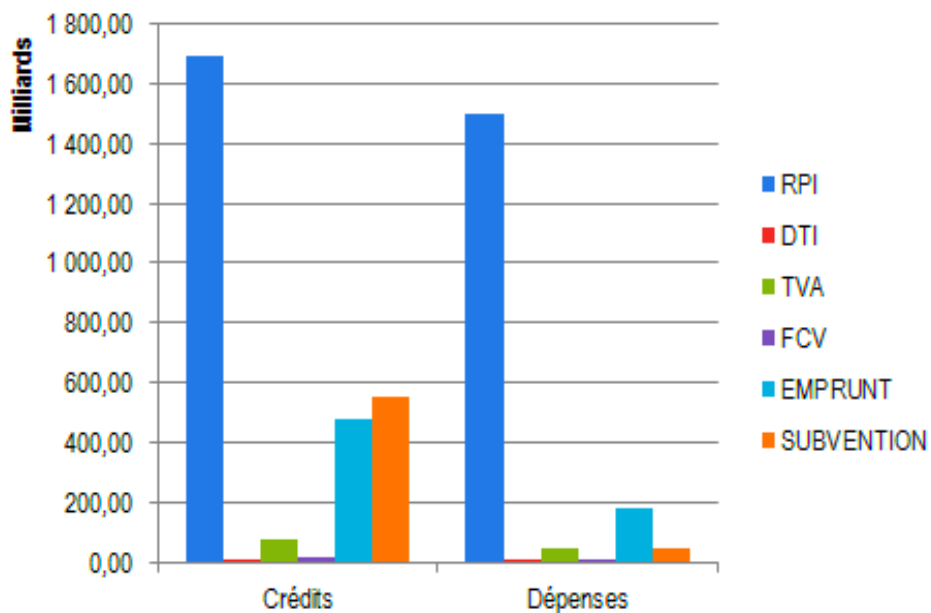


Tableau 9 : Recettes du Budget Général

(En Ariary)

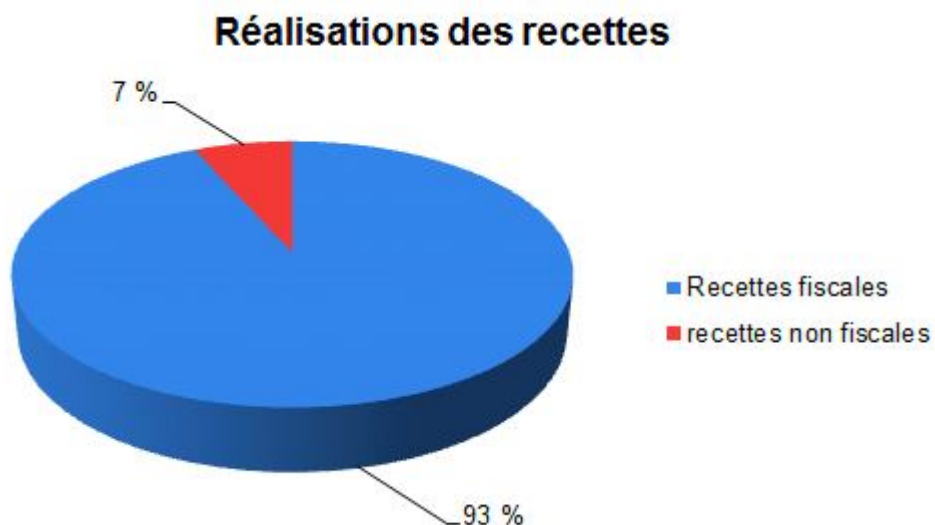
Recettes	réalisations
Recettes fiscale	
3- Opérations courantes hors solde	
70- Impôts sur les revenus bénéfiques et gains	342 206 186 091,94
71- Impôts sur les patrimoines	40 760 924 471,30
72- impôts sur les biens et services	298 082 971 095,33
73- Impôts sur les commerces extérieurs	751 537 166 411,70
74- Autres recettes fiscales	10 250 055 718,96
Total recettes fiscales	1 442 837 303 789,23
Recettes non fiscales	
1- Opérations courantes - dettes publiques	
79- Autre recettes et transferts de charges	296 737 043,50
3- Opérations courantes hors soldes	
75- Contributions recus des tiers	71 617 976 800,24
77- recettes non fiscales	25 127 600 716,95
5- Opérations d'investissements	
13- Subventions d'équipement	2 197 513 922,03
6- Opérations courantes structurelles	
76- Produits financiers	3 544 462 691,24
Total recettes non fiscales	102 784 291 173,96
Total général	1 545 621 594 963,19

Et ce tableau se résume comme suit :

(en Ariary)		
Rubriques	Réalisations des recettes	Taux
Recettes fiscales	1 442 837 303 789,23	93
recettes non fiscales	102 784 291 173,96	7
Total général	1 545 621 594 963,19	100

Le total des recettes budgétaires de l'année 2007 est de **1 545 621 594 963,19 Ariary** ; dont 7% représente les recettes non fiscales et 93% de recettes fiscales. Les opérations sur recettes budgétaires de l'exercice 2007 ont connu une augmentation aux environs de 27,52% par rapport à celui de 2006. Ce qui amène au constat général suivant : les recettes fiscales gardent toujours une place prépondérante dans le cadre I du budget de l'Etat ; comme le montre le graphe ci-dessous :

Grphe 4 : Recettes du Budget Général de l'Etat



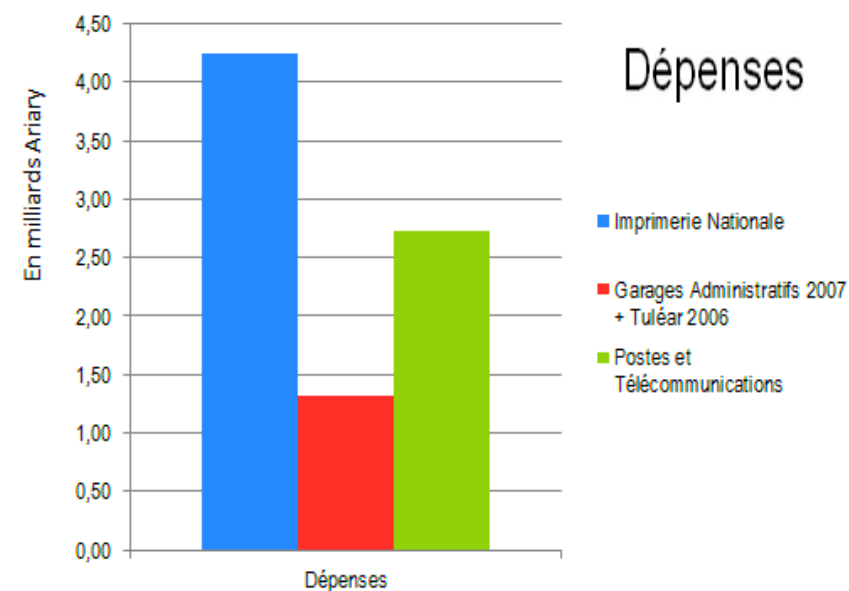
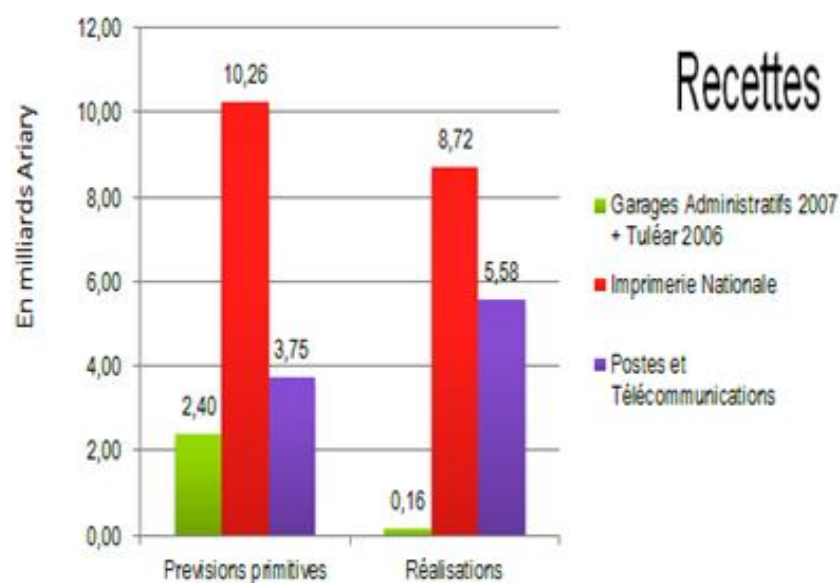
Les opérations sur le budget général de l'Etat se fixent en recettes à la somme de **1 545 621 594 963,19 Ariary**, et en dépenses **1 777 574 237 397,31 Ariary** accusant ainsi un déficit de **231 952 642 434,12 Ariary**.

Tableau 10: Résultats généraux de l'exécution des Budgets Annexes 2007

(en Ariary)

BUDGETS ANNEXES	PREVISIONS PRIMITIVES	PREVISIONS REMANIEES	RECETTES	%	DEPENSES DE FONCTIONN.	DEPENSES D'INVESTISSEM.	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	%	EXCEDENT DES RECETTES	DEFICIT
Imprimerie Nationale	10 255 950 000,00	10 255 950 000,00	8 719 103 468,04	85,01	3 850 249 694,33	404 118 223,80	4 254 367 918,13	41,50	4 464 735 547,91	0,00
Garages Administratifs 2007 + Tuléar 2006	2 404 038 000,00	2 404 038 000,00	155 294 237,00	6,45	1 322 335 102,90	0,00	1 322 335 102,90	55,39	0,00	1 167 040 865,90
Postes et Télécommunications	3 750 000 000,00	3 750 000 000,00	5 582 553 339,00	148,90	2 644 591 032,52	85 985 690,40	2 730 576 722,92	72,80	2 851 976 616,08	0,00
Total	16 409 988 000,00	16 409 988 000,00	14 456 951 042,04	88,10	7 817 175 829,75	490 103 914,20	8 307 279 743,95	50,62	7 316 712 163,99	1 167 040 865,90

Graph 5 : Résultats généraux de l'exécution des Budgets Annexes



Ce premier graphe des budgets annexes indique la situation de recettes en 2007. Ainsi, les Postes et Télécommunication arrivent à surpasser leur prévision, vu l'exécution **5 582 553 339,00 Ariary** sur une prévision de **3 750 000000,00 Ariary**, d'où l'excédent de recettes de **2 851 976616,08 Ariary**.

Concernant le Garage Administratif, les opérations du Garage Administratif en 2006 de Tuléar n'étaient enregistrées qu'au cours de la gestion 2007. Par conséquent, l'ensemble ne recouvrait que **155 294 237,00 Ariary** sur une prévision de **2 404 038 000,00 Ariary** avec un taux d'exécution de 6,45%.

L'Imprimerie Nationale percevait un montant de **8 719 103 468,04 Ariary** sur une prévision de **10 255 950 000,00 Ariary**, avec une réalisation de 85,01%.

Le deuxième graphe montre la situation des dépenses, l'Imprimerie Nationale consommait ses crédits initiaux jusqu'à 45,5% avec une réalisation de **4 254 367 918,13 Ariary** dont **3 850 249 694,33 Ariary** sont alloués au fonctionnement et **404 118 223,80 Ariary** à l'investissement. Ainsi, les Garages Administratifs dépensent **1 322 335 102,90 Ariary** soit 55% d'exécution, dont 100% de fonctionnement tandis que ses dépenses en investissement sont nulles. Enfin, les Postes et Télécommunication ont consommé **2 730 576722,92 Ariary**, dont **2 644 591 032,52 Ariary** sont destinés au fonctionnement et **85 985 690,40 Ariary** à l'investissement ; et l'ensemble constitue un taux de 72,8%.

En somme, l'ensemble des recettes atteint les **14 456 951 042,04 Ariary** sur une prévision de **16 409 988 000,00 Ariary**. Ce qui fait un taux de recouvrement de 88%. Par contre les dépenses s'estiment à **8 307 279 743,95 Ariary**. D'où un taux de réalisation de 50%.

Tableau 11 : Récapitulation des Budgets Annexes (en Ariary)

Rubriques	Recettes		
	Prévisions	Réalisations	Taux(%)
Fonctionnements	16 409 988 000,00	14 456 951 042,04	88,10
Investissements	-	-	-
Total	16 409 988 000,00	14 456 951 042,04	88,10
Dépenses			
Fonctionnements	14 112 068 000,00	7 817 175 829,75	55,39
Investissements	2 297 920 000,00	490 103 914,20	21,33
Total	16 409 988 000,00	8 307 279 743,95	50,62

De ce tableau découle l'exécution de recettes à **14 456 951 042, 04 Ariary**, et de dépenses à **8 307 279 743, 95 Ariary**. Le résultat dégage alors un excédent de **6 149 671 298,09 Ariary**.

Tableau 12: Recettes et Dépenses des Comptes Particuliers du Trésor

(en Ariary)

Rubriques	Réalisations
Recettes	
Comptes de commerces	23 187 196 767,34
Comptes d'Avances	2 800 000,00
Comptes de prêts	73 796 707 474,33
Comptes de Participation	1 259 360,00
Droits de souscription aux organismes internationaux	567 557,20
Total recettes	96 988 531 158,87
Dépenses	
Comptes de commerce	115 137 798 479,96
Comptes d'Avance	-
Comptes de prêts	-
Comptes de Participation	26 205 790 957,13
Total Dépenses	141 343 589 437,09

Sont retracées dans ce cadre budgétaire les opérations de recettes et des dépenses de l'Etat à caractère temporaire génératrice de créances. Pour la gestion 2007, les recettes s'élèvent à **96 988 531 158,87 Ariary** et les dépenses à **141 343 589 437,09 Ariary**, ce qui dégage un solde débiteur de **44 355 058 278,22 Ariary**.

Tableau 13 : Recettes et Dépenses des opérations sur les Fonds de Contre-Valeur

(en Ariary)

FCV	Crédits finaux	Réalisations	Taux de réalisation
Recettes	25 932 880 000,00	3 516 192 207,98	13,56%
Dépense	2 000 000 000,00	-	-

Les opérations sur Fonds de Contre-Valeur constituent le quatrième cadre de la loi de finances, il retrace en dépenses, les dépenses d'investissement et de fonctionnement financées par les ressources générées des FCV, en recettes par les FCV. Le solde du cadre IV correspond donc à la somme des différences entre les recettes et les dépenses du FCV. En 2007, les dépenses sont évaluées à **0,00 Ariary**, et **3 516 192 207,98 Ariary**, et les recettes. Produisant un solde débiteur de **3 516 192 207,98 Ariary**.

Tableau 14 : Recettes et Dépenses des opérations en capital de la dette publique

(en Ariary)

Eléments	Réalisations
Recettes	
Dettes intérieures	
Part à moins d'un an	
Part à plus d'un an	
Dettes extérieures	
Part à moins d'un an	274 351 634 457,81
Part à plus d'un an	
Total recettes	274 351 634 457,81
Dépenses	
Dettes intérieures	
Part à moins d'un an	1 431 000 000,00
Part à plus d'un an	
Dettes extérieures	
Part à moins d'un an	23 526 869 597,82
Part à plus d'un an	
Total dépenses	24 957 869 597,82

Les opérations en capital de la dette publique exécutées en recettes à la somme de **274 351 634 457,81 Ariary**, et en dépenses à la somme de **24 957 869 597,82 Ariary**, dégagent un solde créditeur de **249 393 764 859,99 Ariary**.

En 2006 l'Etat Malgache a contracté un emprunt d'un montant de **4 024 768 641 038,63 Ariary** comportant une provision globale pour amortissement de la dette publique jusqu'à **8 272 247 269 481,85 Ariary**. Donc l'exécution de la Cadre V était faible en 2007 eu égard à celui de 2006. Donc c'est le Cadre V Opérations en Capital de la Dette Publique générant le déficit considérable de 2006.

Tableau 15 : Récapitulation globale de l'exécution de la Loi de Finances 2007

En Ariary	RECETTES					DEPENSES				
	LFI	CREDITS FINAUX	REALISATION	Taux (1)	Taux (2)	LFI	CREDITS FINAUX	REALISATIONS	Taux (1)	Taux (2)
CADRE I	2 231 161 918 000,00	2 231 161 918 000,00	1 545 621 594 963,19	69,27	79,88	2 800 292 099 000,00	2 822 527 979 000,00	1 777 574 237 397,31	62,98	91,06
CADRE II	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	14 456 951 042,04	84,10	0,75	17 191 166 000,00	17 191 166 000,00	8 307 279 743,95	48,32	0,43
CADRE III	156 086 818 000,00	156 086 818 000,00	96 988 531 158,87	62,14	5,01	250 579 020 000,00	250 579 020 000,00	141 343 589 437,09	56,41	7,24
CADRE IV	3 697 000 000,00	25 932 880 000,00	3 516 192 207,98	13,56	0,18	2 000 000 000,00	2 000 000 000,00	0,00	0,00	0,00
CADRE V	3 105 323 903 000,00	3 105 323 903 000,00	274 351 634 457,81	8,83	14,18	2 443 398 520 000,00	2 443 398 520 000,00	24 957 869 597,82	1,02	1,28
TOTAL	5 513 460 805 000,00	5 535 696 685 000,00	1 934 934 903 829,89	34,95	100,00	5 513 460 805 000,00	5 535 696 685 000,00	1 952 182 976 176,17	35,27	100,00

Résultat définitif des opérations de la loi de finances 2007

EXCEDENT	-	DEFICIT	17 248 072 346,28
----------	---	---------	-------------------

Le tableau ci- dessous met en exergue les situations définitives de l'exécution de la loi de finances pour l'exercice budgétaire 2007. En effet, ce tableau compare les prévisions et les réalisations de tous les cadres budgétaire ainsi que les taux d'exécution y afférent. A propos de ce dernier, quelle que soient les recettes ou les dépenses, le taux (1) montre l'exécution budgétaire par rapport à la loi de finances, et le taux (2) montre l'exécution budgétaire par rapport à l'ensemble des dépenses ou recettes. Par exemple la situation du cadre V, s'explique comme suit : par la loi de finances; nous avons **3 105 323 903 000,00 Ariary**, et dans la colonne réalisation nous avons **274 351 634 457,81 Ariary**, et ce **274 351 634 457,81 Ariary** est de 8,83% par rapport à **3 105 323 903 000,00 Ariary** et pourtant le **274 351 634 457,81 Ariary** eu égard à la totalité de la réalisation de recettes qui est **1 934 934 903 829,89** est de 14,18%.

B. ELEMENTS D'APPRECIATION DU BUDGET 2007

L'exécution de la loi de finances 2007 peut être appréciée à travers ces points :

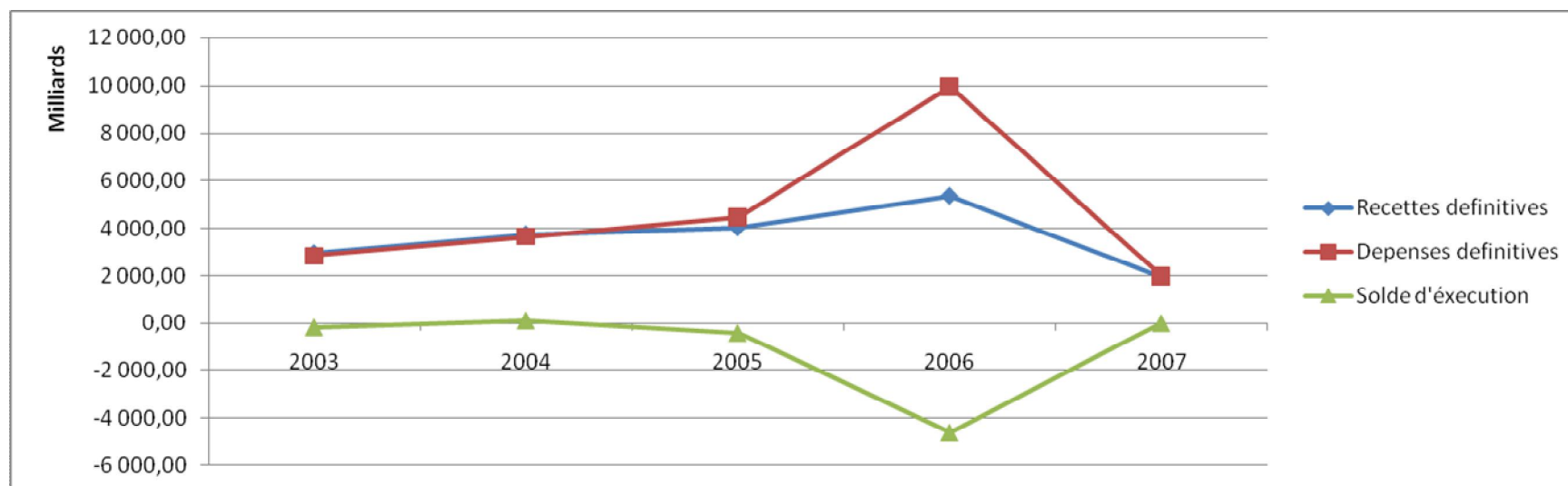
1. Evolutions des recettes, dépenses définitives et les soldes des lois de règlement 2007 et le graphe y afférent ;
2. Analyse par nature des charges du budget général de l'Etat sous une forme d'un diagramme en secteur ;
3. Analyse par catégorie des dépenses du budget général de l'Etat sous une forme de diagramme en secteur.

Tableau 16 : Evolution des Recettes, Dépenses définitives, et les soldes de la Loi de Règlement

(en Ariary)

	Rubriques	2003 (a)	2004 (b)	2005 (c)	2006 (d)	2007 (e)
1	Recettes définitives	2 950 889 095 058,40	3 757 738 323 620,60	4 045 020 309 570,32	5 369 549 673 839,25	1 946 252 176 387,09
2	Situation par rapport à l'année précédente (%)		27,34	7,65	32,74	-63,75
3	Dépenses définitives	2 816 640 893 143,80	3 644 948 257 374,40	4 474 639 779 581,56	9 970 502 895 783,14	1 952 182 976 176,17
4	Situation par rapport à l'année précédente (%)		29,41	22,76	122,82	-80,42
5	Déficit sur gestion des opérations de trésorerie	-222 672 053,60			-9 807 931,33	
6	Déficit sur admission en dépenses et en recettes définitives	-312 098 907 120,40				
7	Solde d'exécution	-178 073 377 259,40	112 790 066 246,20	-429 619 470 011,24	-4 600 963 029 875,22	-17 248 072 346,28
8	Situation du solde d'exécution par rapport à l'année précédente (%)		-163,34	-480,90	970,94	-99,62

Graph 6 : Courbes montrant les résultats de l'exécution de la Loi de Finances des cinq dernières années



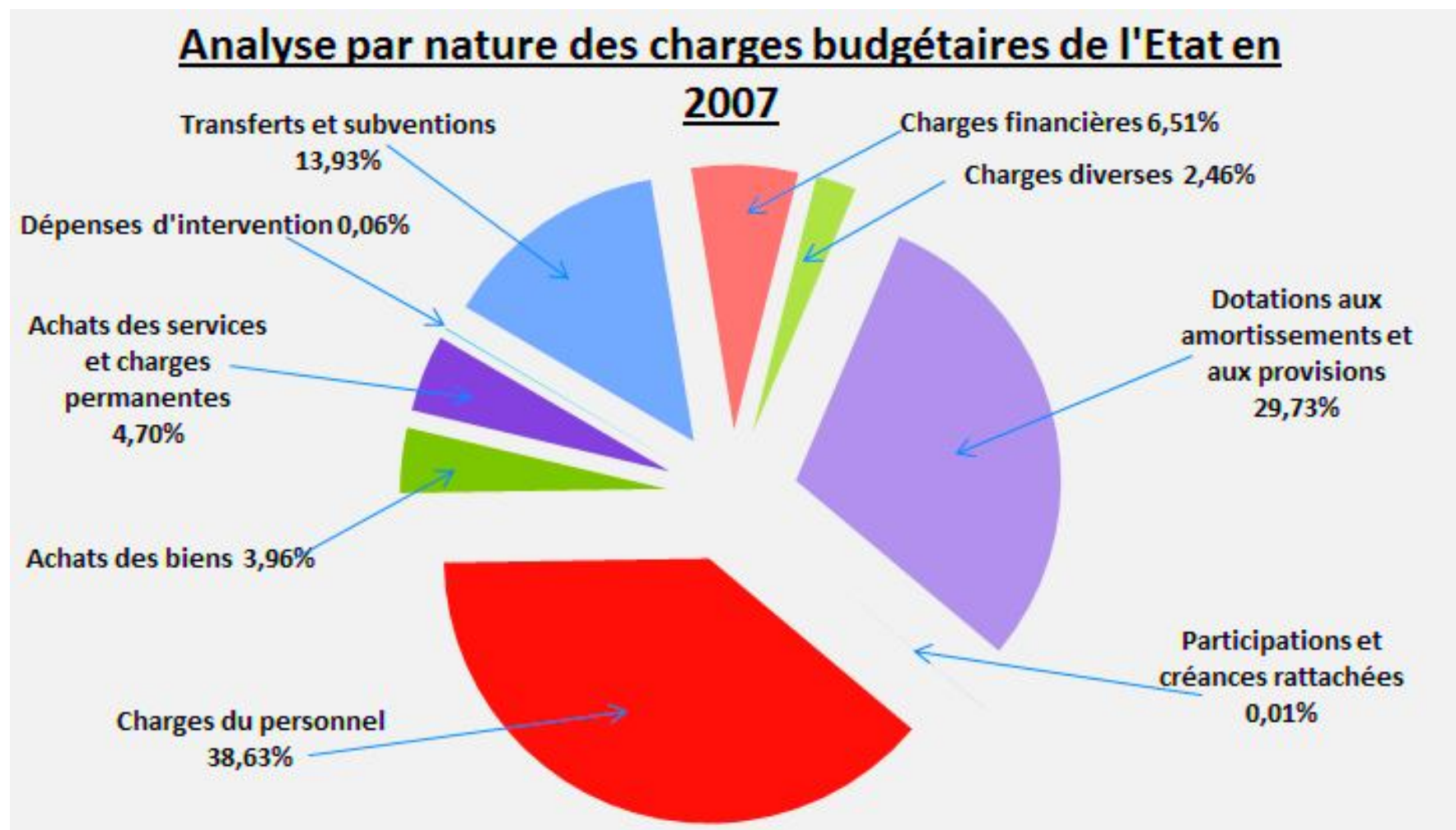
Mode de calcul sur le tableau 16 : Evolution des recettes, dépenses définitives, et les soldes de la loi de règlement.

1. Total recettes
2. Situation par rapport à l'année précédente= $((b-a)/a)*100$
3. Total des dépenses
4. Situation par rapport à l'année précédente = $((b-a)/a)*100$
7. Solde d'exécution : (1-5-6)
8. Situation du solde d'exécution par rapport à l'année précédente= $((b-a)/a)*100$

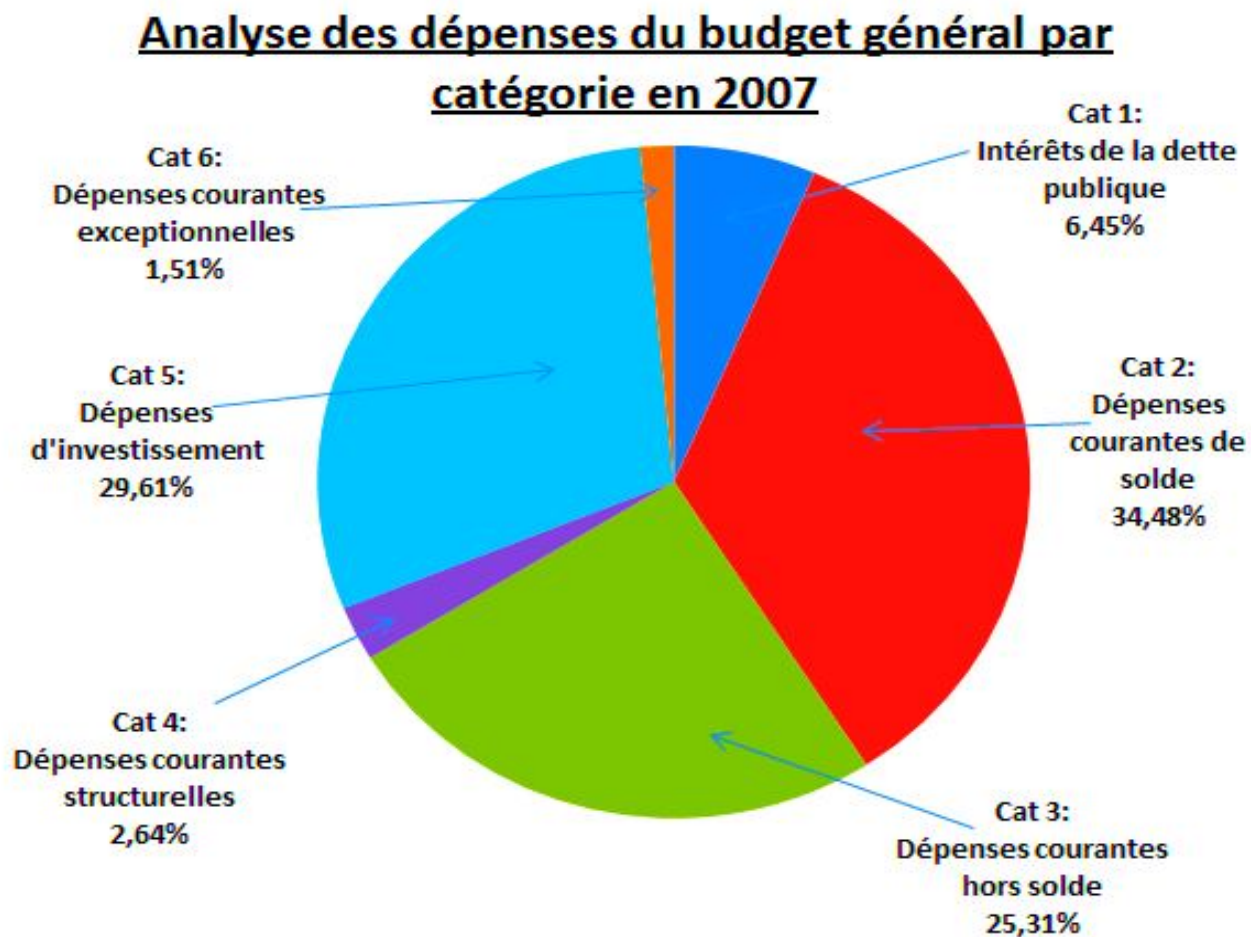
De 2003 à 2004, les dépenses et les recettes de l'Etat sont quasiment au même niveau. L'économie a eu du mal à redémarrer suite aux événements sociopolitiques de 2002. A partir de 2005, les dépenses aussi bien que les recettes ont connu une nette augmentation avec l'arrivée progressive des investisseurs étrangers et la Politique Générale de l'Etat axée sur les investissements. Un pic a été même observé en 2006 pour confirmer cette tendance avec des dépenses de montant de **5 369 549 673 839,25 Ariary**.

Toutefois, en 2007, une régression en deçà du niveau de 2003 a été constatée avec un solde déficitaire jamais atteint de **-17 248 072 346,28 Ariary**.

Graphe 7 : Analyse par nature des charges du Budget Général de l'Etat



Graphe 8 : Analyse par catégorie des charges du Budget Général de l'Etat



III. LOI DE REGLEMENT

La balance générale consolidée des comptes, partie intégrante du Compte Général de l'Administration des Finances annexée à la Loi de Règlement est présentée suivant la nomenclature des comptes prescrite par le Décret n°2005-210 du 26 Avril 2005 portant approbation du Plan Comptable des Opérations Publiques (PCOP 2006).

Analyse des articles

La présente Loi de Règlement comporte neuf articles.

Les articles 1 à 5 comparent les prévisions et les réalisations 2007, telles qu'il ressort des documents justificatifs ci-après :

- 1- Opérations Budgétaires,
- 2- Développement des Résultats des Budgets Annexes,
- 3- Comptes Particuliers du Trésor
- 4- Opérations génératrices des Fonds de Contre Valeur,
- 5- Opérations en Capital de la Dette Publique.

L'article 6 constate les dépassements de crédit de fonctionnement, d'investissement et de solde pour l'exercice 2007, et autorise le renflouement avec les crédits y afférents ; en application de l'article 43 de la Loi Organique sur les Lois de Finances.

L'article 7 établit les résultats de l'année budgétaire 2007 conformément à l'article 43 de la Loi Organique n°2004-007 du 26 juillet 2004.

L'article 8 autorise l'imputation au compte permanent du Trésor les résultats déficitaires soit 17 248 072 346, 28Ariary.

Enfin, au présent projet de Loi est annexé le rapport de la Cour des Comptes de la Cour Suprême statuant sur la conformité des comptes des Comptables publics et ceux des Ordonnateurs, et le Compte Général de l'Administration des Finances (CGAF) de la Loi de Finances 2007.

Tel est l'objet de la présente Loi.

**LOI PORTANT
LOI DE REGLEMENT 2007**



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

LOI N° 2014-004

Portant Loi de Règlement pour 2007

L'Assemblée Nationale a adopté en sa séance plénière en date du 19 juin 2014,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Constitution,

Vu la Décision n°10-HCC/D3 du 16 juillet 2014 de la Haute Cour Constitutionnelle,

PROMULGUE LA LOI DONT LA TENEUR SUIT :

Article premier :

Sont constatées, les opérations du Budget Général pour l'année 2007 qui s'élèvent à la somme de **1 545 621 594 963,19 Ariary** pour les recettes encaissées, et à la somme de **1 777 574 237 397,31 Ariary** pour les dépenses ordonnancées, soit un solde débiteur de **231 952 642 434,12 Ariary**.

Article 2 :

Sont constatés, les résultats nets des Opérations des Budgets Annexes pour 2007 qui s'élèvent, en recettes à **14 456 951 042,04 Ariary** et en dépenses à la somme de **8 307 279 743,95 Ariary**, dégageant un solde créditeur de **6 149 671 298,09 Ariary**.

La situation des budgets annexes se décompose comme suit :

a- Pour le budget annexe de l'Imprimerie Nationale, en recettes **8 719 103 466, 04 Ariary** et en dépenses à **4 254 367 918,13 Ariary** soit un excédent de recettes de **4 464 735 547, 91 Ariary** à verser aux fonds de réserves et au fonds de renouvellement de ce budget.

b- Pour le budget annexe des Postes et Télécommunications, en recettes à **5 582 553 339,00 Ariary** et en dépenses à **2 730 576 722,92 Ariary** soit un excédent de recettes de **2 851 976 616,08 Ariary** à verser aux fonds de réserves de ce budget.

c- Pour le budget annexe des Garages Administratifs, en recettes à **155 294 237,00 Ariary**, et en dépenses à **1 322 335 102,90 Ariary** soit un solde débiteur de **1 167 040 865,90 Ariary**.

Article 3 :

Sont constatées, les Opérations des Comptes Particuliers du Trésor pour l'année 2007 qui s'élèvent respectivement en recettes à **96 988 531 158,87 Ariary** et en dépenses à **141 343 589 437,09 Ariary** , soit un solde débiteur de **44 355 058 278,22 Ariary**.

Article 4 :

Sont constatées, les Opérations Génératrices de Fonds de Contrevaleur qui s'élèvent respectivement en recettes à **3 516 192 207,98 Ariary** et en dépenses à **0,00 Ariary**, soit un solde créditeur **3 516 192 207,98 Ariary**.

Article 5 :

Sont constatées, les Opérations en Capital de la Dette Publique qui s'élèvent respectivement en recettes à **274 351 634 457,81 Ariary**, et en dépenses à **24 957 869 597,82 Ariary**, soit un solde créditeur de **249 393 764 859,99 Ariary**.

Article 6:

Sont constatés et approuvés les dépassements sur les crédits de fonctionnement, les crédits d'investissement et les crédits de solde respectivement d'un montant de **224 775,20 Ariary**, **55 496 405 143,90 Ariary**, **12 543 026,40 Ariary**, soit au total **55 509 172 945,50 Ariary**, et autorisés les renflouements de crédits y afférents, en application de l'article 13 de la Loi Organique n° 2004-007 du 26 juillet 2004 sur la Loi de Finances, conformément au tableau joint en annexe.

Article 7:

Sont établis, conformément aux répartitions figurant à l'état récapitulatif annexé au présent projet de Loi, les résultats de l'année 2007 qui comprennent :

- 1- le déficit des opérations du Budget Général, soit **231 952 642 434,12 Ariary** ;
- 2- l'excédent des opérations des Budgets Annexes, soit **6 149 671 298,09 Ariary** ;
- 3- la variation nette du solde débiteur des Comptes Particuliers du Trésor soit **44 355 058 278,22 Ariary** ;
- 4- la variation nette du solde créditeur des Fonds de Contrevaleur soit **3 516 192 207,98 Ariary** ;
- 5- la variation nette du solde créditeur des comptes d'emprunts, soit **249 393 764 859,99 Ariary** ;
- 6- l'autorisation du renflouement du dépassement de crédits de **55 509 172 945,50 Ariary**.

Article 8 :

Est autorisée, l'imputation au Compte permanent du Trésor de la somme de **17 248 072 346,28 Ariary** montant des résultats déficitaires de l'année 2007.

Article 9 :

La présente Loi sera publiée au Journal Officiel de la République.

Elle sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Promulguée, à Antananarivo, le 17 juillet 2014

RAJAONARIMAMPIANINA Hery Martial

Pour ampliation conforme

Antananarivo, le

24 JUL 2014

**LE SECRETAIRE GENERAL
DU GOUVERNEMENT**



MAHONJO Hugues Laurent Guy